

PUBLICATION INTERDITE JUSQU'AU 1^{er} NOVEMBRE 2010 A 04h00 GMT

LA MISE EN ŒUVRE RAPIDE DE L'INTERDICTION DES ARMES A SOUS-MUNITIONS SAUVE DES VIES HUMAINES

Selon le rapport *Observatoire des Armes à sous-munitions 2010*, publié ce jour

BANGKOK, 1^{er} novembre 2010 – La destruction de millions de sous-munitions plusieurs années avant l'expiration du délai imposé par la Convention sur les armes à sous-munitions, qui est une convention légalement contraignante interdisant ce type d'armes entrée en vigueur le 1^{er} août 2010, prouve l'efficacité de la Convention à sauver des vies humaines civiles, selon le rapport *Observatoire des Armes à sous-munitions 2010*, publié ce jour.

Sept pays ayant adhéré à la Convention ont déjà achevé la destruction de leurs stocks d'armes à sous-munitions et ont détruit plus de 13.8 millions de sous-munitions, contenues dans 176 000 armes à sous-munitions. Au moins onze autres pays ont entamé la destruction de leurs stocks.

« L'interdiction des armes à sous-munitions est soutenue par une volonté réelle, » a déclaré Steve Goose de Human Rights Watch, rédacteur final de l'*Observatoire des Armes à sous-munitions*, citant le nombre impressionnant de signataires de la convention d'interdiction, le court délai d'entrée en vigueur et la rapidité de mise en œuvre de ses dispositions vitales. « Il est encourageant de constater qu'un si grand nombre de pays montre un tel empressement à éradiquer les armes à sous-munitions et leur impact majeur sur les civils, maintenant et à jamais, » a ajouté Goose.

La Convention oblige les Etats parties à mettre un terme immédiat à l'utilisation, la production et le transfert d'armes à sous-munitions, à détruire leurs stocks d'armes à sous-munitions dans les huit ans de la signature de la Convention, à dépolluer les zones contaminées par ces armes dans les 10 ans et à fournir une assistance aux victimes de ces engins. La Convention a été négociée en mai 2008, ouverte à la signature en décembre 2008 et a acquis force de loi internationale contraignante le 1^{er} août 2010.

Parmi les 108 pays ayant signé la Convention, 38 sont d'anciens utilisateurs, producteurs, exportateurs ou stockeurs d'armes. Quarante-deux signataires ont d'ores et déjà ratifié la Convention et 10 ont promulgué une législation nationale implémentant la Convention.

Au cours des six dernières décennies, les armes à sous-munitions ont été utilisées dans 39 pays et zones contestées par au moins 18 gouvernements. Depuis l'ouverture de la Convention à la signature en décembre 2008, il n'y a eu qu'une seule allégation sérieuse d'utilisation de ces armes, par les Etats-Unis contre un possible camp d'entraînement d'Al-Qaeda au Yémen en décembre 2009. Le gouvernement américain n'a ni confirmé ni infirmé cette accusation et ni les Etats-Unis ni le Yémen n'ont adhéré à la Convention.

Au moins 38 km², soit une zone d'environ la taille de Chiang Mai en Thaïlande, ont été dépollués des restes d'armes à sous-munitions en 2009 et plus de 55 156 sous-munitions non explosées ont été détruites. L'Albanie et la Zambie, qui comptent parmi les Etats parties, ont annoncé avoir achevé leurs programmes de dépollution. La dépollution des zones contaminées permettra d'éviter des milliers de victimes.

Toutefois, selon Stuart Casey-Maslen de Norwegian People's Aid, le rédacteur de Mine Action de l'Observatoire, "bien que des programmes d'action anti-mines aient été mis en place dans pratiquement tous les pays et zones contaminés par des armes à sous-munition, leur portée et leur efficacité doivent être accrues pour remettre à disposition les territoires plus rapidement et sauver des vies."

Editorial Board

Quelque 23 pays sont encore contaminés par des armes à sous-munitions, y compris 14 signataires de la Convention, ainsi que 3 zones contestées. L'Asie du sud-est et l'Europe sont les régions les plus affectées, tandis que les pays et zones les plus contaminés sont notamment la RDP Lao, le Vietnam, l'Irak, le Cambodge, le Liban, la Serbie, le Nagorno-Karabakh et le Sahara occidental.

En 2009, 100 nouvelles victimes d'armes à sous-munitions ont été recensées dans neuf pays et une zone contestée. Deux pays prennent à leur compte la moitié des victimes, à savoir la RDP Lao et le Liban qui ont tous deux adhéré à la Convention sur les armes à sous-munitions.

A la fin 2009, on comptait au total 16 816 victimes d'armes à sous-munitions dans au moins 27 pays et trois zones de conflit, y compris 15 Etats signataires de la Convention. Vu le nombre significatif de cas non signalés, le nombre réel des victimes d'armes à sous-munitions pourrait s'élever à 85 000 personnes dans le monde. Selon Katleen Maes de Handicap International, rédactrice de la section consacrée aux victimes et à l'assistance aux victimes de l'Observatoire, « les victimes d'armes à sous-munitions ont besoin d'une assistance rapide et efficace. La Convention stipule des dispositions innovantes en matière d'assistance aux victimes et, si les Etats remplissent leurs obligations comme il se doit, la vie et la subsistance des survivants, de leur famille et des communautés pourraient s'en trouver grandement améliorées. »

Les 27 pays déplorant des victimes d'armes à sous-munitions apportent aux survivants un certain soutien, mais la majorité des victimes ne bénéficient pas d'une assistance globale et, en particulier, de mesures d'intégration économique et d'un soutien psychosocial. L'accès à cette assistance est particulièrement difficile dans les zones rurales.

Sept pays ont déclaré avoir consacré aux armes à sous-munitions un total de US\$13.2 millions en 2009, y compris \$4.15 millions via le Cluster Munitions Trust Fund pour la RDP Lao.

Il s'agit du premier rapport de l'*Observatoire des Armes à sous-munitions*, la publication sœur du rapport de l'*Observatoire des Mines*, publié chaque année depuis 1999. L'*Observatoire des Armes à sous-munitions 2010* détaille la politique d'interdiction des armes à sous-munitions, fait un compte rendu de l'utilisation, la production, le commerce et le stockage dans chaque pays du monde et fournit des informations concernant la contamination par les armes à sous-munitions, les victimes, la dépollution et l'assistance aux victimes. Le rapport couvre la période allant de mai 2009 à août 2010, lorsque possible.

L'*Observatoire des Armes à sous-munitions 2010* est publié dans la perspective de la première réunion des Etats parties à la Convention sur les armes à sous-munitions, qui sera organisée à Vientiane, en RDP Lao, du 9 au 12 novembre 2010.

L'Observatoire des Mines et des Armes à sous-munitions est coordonné par un comité de rédaction réunissant des membres de cinq organisations: Mines Action Canada, Action On Armed Violence, Handicap International, Human Rights Watch et Norwegian People's Aid. Il permet aux organisations non gouvernementales de contrôler de manière durable et systématique la mise en œuvre des traités humanitaires et de désarmement et d'en faire rapport.

L'Observatoire des Mines a été créé en juin 1998 par la Campagne internationale pour interdire les mines, ayant obtenu le prix Nobel de la paix. En 2008, l'Observatoire des Mines est également devenu l'organe de recherche de la Coalition contre les sous-munitions. En 2010, l'initiative a été rebaptisée Observatoire des Mines et des Armes à sous-munitions (ou, plus simplement « l'Observatoire ») afin que son nom reflète mieux son action concernant la question des armes à sous-munitions.

L'*Observatoire des Armes à sous-munitions 2010* et les documents relatifs seront disponibles le 1^{er} novembre à 04h00 GMT sur www.the-monitor.org/cmm/2010.

Editorial Board

MINES ACTION CANADA ● Lead agency ● jackie@minesactioncanada.org ● www.minesactioncanada.org
ACTION ON ARMED VIOLENCE ● Ban policy ● info@aoav.org.uk ● www.aoav.org.uk
HANDICAP INTERNATIONAL ● Casualties and victim assistance ● policy.unit@handicap.be ● www.handicap.be
HUMAN RIGHTS WATCH ● Ban policy ● landmine@hrw.org ● www.hrw.org
NORWEGIAN PEOPLE'S AID ● Mine action ● stuart@icbl.org ● www.npaid.org



LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR



The Monitor provides research and monitoring for the Cluster Munition Coalition and the International Campaign to Ban Landmines.
1502-1 Nicholas Street ● Ottawa, ON K1N 7B7 ● Canada ● Tel. +1-613-241-3777 ● Fax +1-613-244-3410 ● Email monitor@icbl.org ● www.the-monitor.org

Pour de plus amples informations ou pour une interview, veuillez contacter:

- Conor Fortune, CMC Communications and Media Officer, Bangkok (GMT+6), Mobile +44-75-1557-5174 ou +66-66-88-091-9372, email conor@stopclustermunitions.org
- Jacqueline Hansen, Landmine and Cluster Munition Monitor Program Manager, Bangkok (GMT+6), Mobile +1-613-851-5436 or +66-66-88-091-9373, email jackie@icbl.org

Editorial Board

MINES ACTION CANADA ● Lead agency ● jackie@minesactioncanada.org ● www.minesactioncanada.org
ACTION ON ARMED VIOLENCE ● Ban policy ● info@aoav.org.uk ● www.aoav.org.uk
HANDICAP INTERNATIONAL ● Casualties and victim assistance ● policy.unit@handicap.be ● www.handicap.be
HUMAN RIGHTS WATCH ● Ban policy ● landmine@hrw.org ● www.hrw.org
NORWEGIAN PEOPLE'S AID ● Mine action ● stuart@icbl.org ● www.npaid.org